

Résilience climatique	
Comité des OPL 02/2023 21-22 novembre 2023	Point 2.9.
<i>Dossier suivi par : Gina Bonne, Chargée de mission Di4</i>	Information
<i>Version du 16/11/23</i>	

1. Résumé

Cette fiche donne un aperçu global sur la mise en œuvre de la Stratégie régionale d'adaptation au changement climatique des pays membres de la Commission de l'océan Indien 2012 – 2020 et le Plan d'action intégré de Changement climatique et de réduction des risques de catastrophes 2019-2024 en lien avec le PDS 2018-2022 ainsi que des perspectives pour la mise en œuvre du nouveau PDS 2023+.

En adoptant une approche holistique pour répondre au changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution, le Secrétariat général veille à la meilleure participation possible des institutions nationales dans la réalisation et le suivi des activités, notamment au regard du développement durable, des enjeux de réduction et de gestion des risques de catastrophes, de renforcement des capacités techniques des agents des services de la météorologie, des agents des services chargé de la gestion et réponses aux catastrophes, de mise en place de systèmes d'alertes précoces, de prévention ou encore de la sensibilisation des utilisateurs des secteurs socioéconomiques sur l'importance des services climatiques dans la prise des décisions ainsi que la sensibilisation des populations aux risques climatiques.

Le lien est fait entre climat, réduction des risques de catastrophes, environnement, biodiversité, santé, océan, recherche, innovation et formation. Le défi climatique est intégré dans plusieurs projets de la COI, à savoir le programme Santé (projet RSIE) ; le programme pêche (ECOFISH et SWIOFISH) ; les actions de sécurité alimentaires, le projet résilience côtière (RECOS) ou encore la transformation énergétique à travers le projet TWENeX.

La collaboration est également établie avec un certain nombre des partenaires, notamment l'UA, l'OACPS, la SADC, OMM, UNDRR, WMO le programme Intra-ACP sur application des services climatiques (CLIMSA), UNDRR, WMO sur le « Early warning for all », l'Union Africaine sur le programme GMES et Afrique, RCMRD, ICPAC et CSIR sur les outils d'observation de la Terre dans le cadre du projet GMES et Afrique.

2. Etat d'avancement des actions de la COI dans ce domaine

2.1. BRIO

Le projet intitulé « Building Résilience in Indian Ocean » visant la régionalisation de simulations climatiques haute résolution et de renforcement des capacités des services météorologiques » des pays de l'océan Indien est financé sur la Facilité Adapt'Action de l'AFD. Ce projet a été mis en œuvre avec l'appui technique de Météo France Réunion. L'audit final a été réalisé et le projet est en cours de clôture.

Les retombées/acquis de ce projet constituent une base solide pour la mise en œuvre du projet Hydromet. Les agents formés par Météo-France devront servir comme personnes ressources pour continuer la formation au niveau national et pour assurer la suite du SWIOCOF. La prévisions saisonnières (SWIOCOF) est un forum important pour informer et préparer la population en vue de la période pluvieuse et cyclonique. Ce forum sera soutenu pour les prochaines 4 ans par le projet Hydromet en collaboration avec l'OMM, Météo France

et le Centre Climatique de l'Afrique (ACMAD). La déclinaison des modèles climatiques dédiés à la région est un exemplaire qui permet d'apporter un peu plus de précision sur l'évolution du climat dans le bassin de l'océan Indien qui devra servir comme base pour la planification et le développement. L'accès aux données issus des modèles climatiques mis en place au travers du projet BRIO soient rendus disponibles sur le site du Géoportail. Néanmoins une solution reste à trouver par rapport au Géo Portail Climat, un outil développé durant la mise en œuvre de ce projet et hébergé par le Secrétariat de la COI.

2.2. Alliance mondiale pour le changement climatique (AMCC +)

Ce projet est une subvention obtenue à travers le programme de l'Alliance mondiale pour le climat porté par l'OEACP sur financement de l'Union européenne. Ce projet vise le renforcement des capacités pour les négociations climatiques et le suivi de la mise en œuvre des engagements, dont les contributions nationales déterminées, à travers des formations et des ateliers nationaux et régionaux et un appui à la participation des pays à la COP sur le climat. Le contrat de subvention est signé en décembre 2019 pour un démarrage effectif en janvier 2020 mais sa mise en œuvre a été interrompue par la pandémie ce qui a retardé sa mise en œuvre effective.

Malgré un démarrage tardif des activités, la COI a puis appuyer sur ses partenaires stratégiques et techniques pour réaliser quelques activités. Le projet apporte un appui considérable à la Commission Climatique des Etats insulaire Africain (AISCC). Cette Commission créée en marge de COP 16 au Maroc est présidée par les Seychelles et elle regroupe l'ensemble des Etats insulaires de l'Afrique et la Tanzanie au titre du Zanzibar. Le projet soutient les réunions de cette Commission, facilite la mobilisation et coordination avec ses membres et partenaires.

En collaboration avec la Commission Economique Africaine des Nations Unies (UNECA), la COI a travers ce projet mobilise et facilite le dialogue avec les Etats insulaires de l'Afrique sur le « Blue Economy and Blue Carbon », domaine de collaboration retenu par la Commission des Etats Insulaires de l'Afrique sous la présidence des Seychelles.

Le projet apporte un appui aux Etats membres pour le développement des capacités en matière de négociation. Une collaboration avec le « Commonwealth Climate Finance Access Hub » pour la réalisation des formations nationales et régionale sur la négociation.

Enfin, le projet apporte également un soutien aux Etats membres de la COI (Comores, Madagascar, Maurice et les Seychelles) pour participer dans le processus de négociation à la COP sur le climat.

Ce projet est un des projets de la COI qui est conçu pour accompagner les Etats dans la mise en œuvre de leurs NDC en ligne à la mise en œuvre de l'accord de Paris. Les objets de ce projet restent pertinents et quelques actions restent à entreprendre, notamment sur le renforcement des capacités et collaborations avec les universités dans le domaine de climat et océan. Cependant la fin de ce Contrat de subvention est prévue pour décembre 2023 et une extension n'est pas certain.

2.3. HYDROMET

Les Conventions de financement entre la COI et l'AFD ont été signées en 2021. Ce projet multi-bailleurs avec les contributions des Etats membres bénéficiaires (financements GCF, AFD, EU) a réuni toutes les conditions demandées par le Fonds Vert pour le Climat en octobre 2022 et certaines activités sur le plan administratif a puis démarré.

Malgré l'absence de l'assistance technique, la COI a avancé sur quelques activités en appuyant sur ses services et ceux de ses partenaires techniques tel que Météo France

Réunion, l'OMM ainsi que les autres programmes en cours dans la région, notamment le CREWS et le CLIMSA.

La prévision saisonnière (SWIOCOF) pour la période 2023/2024 s'est tenue en septembre 2023 avec le soutien de l'OMM et Météo France Réunion.

Les échanges et coordination avec les partenaires techniques continuent. Le Secrétariat collabore étroitement avec l'OMM pour la mise en place d'un Centre sous régional pour le climat, le RCC de l'océan Indien. La formule pressentie pour ce dispositif est de faire travailler les Centres météorologiques nationaux en réseau.

Le premier comité de pilotage a eu lieu en septembre 2023 permettant de présenter l'état d'avancement du projet d'attirer l'attention sur certains éléments importants pour lesquels l'accompagnement des Etats sera nécessaire pour une mise en œuvre effective des activités, tel que la mise en place des Comité nationaux, le régime de détaxes nécessaire pour les achats et importations des équipements, en autres.

Entretiens le Secrétariat général poursuit l'exercice de recrutement de l'assistance technique et les personnels d'appui en vue l'installation de l'équipe de gestion durant le premier trimestre de 2024. Une des activités prioritaires de l'Assistance technique portera sur l'analyse et l'actualisation des besoins en équipements, notamment les radars. Cette activité demeure essentielle en vue de leur déploiement et installation en 2025.

Hydromet est un projet d'investissement capital pour la COI. C'est une première dans son montage financier (« blended finance ») impliquant plusieurs sources de financement. La mise en œuvre de ce projet malgré tout reste un défi et pour attendre les résultats, un engagement sans faille des Etats bénéficiaires et des services nationaux sera nécessaire.

2.4. Projet RDRM - IO

Le projet de renforcement de la résilience et de la réponse aux risques de catastrophes (RDRM-IO) dont la Convention de financement a été signée entre la COI et l'Union européenne en décembre 2020 est en cours. Ce projet vise le renforcement des capacités des institutions des Etats membres de la COI en matière de la réduction, gestion et réponse aux catastrophes. Pour sa mise en œuvre, le Secrétariat travaille en étroite collaboration avec le bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNDRR), la Plateforme d'intervention régionale de l'océan Indien (PIROI) et la délégation de l'Union européenne à Maurice. Deux contrats de subvention directe ont été signés entre (i) la PIROI et la délégation de l'UE en mars 2021, et (ii) UNDRR¹ et la délégation de l'UE en septembre 2021.. Pour rappel, le Secrétariat général de la COI assure la coordination globale de ce projet. Pour assurer cette coordination, le Secrétariat a recruté un agent qui est en poste depuis mi-décembre 2022. Une consultante en communication a été recrutée durant la troisième trimestre de 2023 pour appuyer la communication et visibilité du projet.

Un avenant sur la subvention de la PIROI sans coût additionnel a été octroyé par l'UE. Cet avenant porte sur une prolongation de la période d'exécution jusqu'à décembre 2024, soit 10 mois supplémentaires, et un ajustement des activités.

Plusieurs échanges et ateliers ont été organisés conjointement avec le UNDRR. La réflexion sur la mise en place d'un mécanisme de coordination régionale pour la réduction des risques des catastrophes (RRC) est en cours. Une rencontre des agences responsables de la gestion des catastrophes des Etats membres avec la participation de la PIROI et UNDRR a eu lieu à La Réunion en marge des Assises régionales des risques de catastrophes organisées par la région Réunion en octobre 2023. Les Chefs des Services des Etats membres présents à cette rencontre ont convenu de la pertinence de ce mécanisme et les objectifs. Il est proposé dans

¹ Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes

un premier temps de placer ce mécanisme sous le pilotage du Secrétariat général de la COI. Ce dispositif devra contribuer au renforcement de la capacité du Secrétariat général dans la durée. Elle offrira une plateforme de concertation et d'expertise en appui aux actions de la COI en matière de RRC. Une feuille de route pour sa mise en place a été développée et les travaux seront menés à travers des réunions virtuelles.

Le projet a aussi soutenu la participation des Etats membres aux Assises régionales sur les risques naturels. A cette occasion, la COI a organisé et animé deux tables rondes avec les représentants des Etats membres et des partenaires techniques sur la coopération régionale en RRC et l'impact des glissements de terrain, éboulements et inondations sur les communautés.

2.5. Programme CLIMSA

Le programme CLIMSA est un programme de partenariat entre l'Union européenne (UE) et l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OACPS) sur les services climatiques et d'applications connexes (ClimSA), dans le cadre du 11e Fonds européen de développement (FED). Ce programme a comme objectifs de fournir aux pays ACP et aux régions de l'OEACP des solutions innovantes et collaboratives pour gérer les considérations de risques liés au climat dans leurs décisions politiques, de planification et de pratique en matière de développement durable, en (i) contribuant à renforcer la production, la disponibilité, la livraison et l'application d'informations scientifiques ; et (ii) en renforçant les capacités des décideurs à tous les niveaux.

Ce projet coordonné par l'OEACP est mis en œuvre par des Organisations régionales en Afrique, Caraïbe et Pacifique ainsi que l'OMM. Couvrant la région de l'océan Indien, trois organisations régionales sont impliquées dans la mise en œuvre, l'UA, la SADC et la COI à travers le projet HYDROMET. L'OMM apporte également un soutien à toutes ces organisations. Les Etats membres de la COI bénéficient également du programme CLIMSA à travers les activités menées par l'OMM, la SADC, et l'UA. Les services météorologiques des Comores, Madagascar, Maurice et Seychelles bénéficieront des matériels informatiques et logiciels dédiés (PUMA Stations) de l'Union Africaine donc une facilitation des Etats pour lever les frais liés aux impôts et la sortie des douanes de ces matériels sera nécessaire. Toutefois, il est à signaler qu'à la suite des échanges avec la SADC sur la coordination de nos activités, la COI est informée que selon les règlements intérieurs de la SADC, les Comores sont sous sanction et ne pourront pas bénéficier des activités organisées dans le cadre de la SADC. Un appel est fait à la COI pour soutenir les Comores à travers le programme Hydromet. Pour rappel la contribution de l'UE au programme Hydromet provient de l'enveloppe IntraACP du programme CLIMSA.

La 3eme Forum CLIMSA tout-ACP et le premier forum de CLIMSA Afrique se sont tenus aux Seychelles en septembre 2023. La COI y était associée aux côtés de l'UA et de l'OEACP.

La COI a également participé au Comité de Pilotage de ce programme également tenue aux Seychelles en marge du Forum. Le Comité a recommandé d'assurer une coordination entre la SADC, l'UA et la COI tenant compte du fait que les Etats membres de la COI sont également membres de ces organisations.

Une étude « Result Oriented Monitoring » (ROM) est prévue durant le premier trimestre de 2024 et la COI et ses Etats membres seront consultés.

2.6. Programme GMES et Afrique

Le Programme GMES & Africa est un programme sous l'égide de l'Union africaine sur financement de l'Union européenne, et vise à améliorer les capacités africaines à faire face aux contraintes climatiques et socio-économiques croissantes sur ses ressources naturelles et ayant un impact sur les moyens de subsistance de la population. Ainsi le programme met l'accent sur le développement des capacités locales, des ressources institutionnelles, humaines et techniques pour l'accès et l'exploitation des services d'observation de la terre (OT) sur une base opérationnelle pour le développement durable en Afrique. La COI siège sur le Comité de coordination et consultatif de l'Union africaine pour le suivi des activités du programme GMES et Afrique. Le rôle des Organisation régionaux sur ce comité est aussi de veiller à l'articulation des actions de ce programme au stratégies et politiques régionaux et nationaux et finalement veiller que les pays membres d'Organisation respectifs bénéficient également des activités de ce programme

Pour assurer que les Etats de la COI bénéficient de ce projet, le Secrétariat général travaille en étroite collaboration avec l'Union africaine et les entités bénéficiaires de subvention de l'UA (RCMRD, ICPAC et CSIR). Les activités impliquant les Etats membres de la COI sont mises en œuvre par RCMRD et ICPAC, deux institutions techniques intergouvernementales basées au Kenya sur les activités terrestres ainsi que le CSIR, une entité sud- africaine sur les activités océaniques. Les activités menées par RCMRD et ICPAC portent sur la cartographie territoriale ; la cartographie des sols, des zones humides et dla couverture forestière ; le suivi de la dégradation des écosystèmes. En collaboration avec l'UA et la COI, le RCMRD et ICPAC ont organisé aux Seychelles en juillet un forum sur l'application de la technologie spatiale comme aide à la prise de décision. Les hauts représentants des Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles ainsi que Zanzibar y ont participé.

En parallèle une formation sur l'application des données satellitaires pour les jeunes professionnels et étudiants en Master a été organisée en collaboration avec l'Université des Seychelles. Les étudiantes et jeunes professionnelles de Comores, Madagascar, Maurice et Seychelles ont également participé. La formation était axée sur le suivi de la dégradation des côtes grâce aux données satellitaires de haute résolution.

Le CSIR, qui travaille en consortium avec Reef Conservation, a organisé en octobre 2023 à Mombasa le forum sur les services et produits pour le secteur maritime. Le forum continental organisé par l'UA se tiendra à Charm-el-Sheik du 27 au 30 novembre. Les représentants des Comores, Madagascar, Maurice et Seychelles sont invités à y participer.

3. Proposition de décision

Le Comité des OPL :

- a) Prend note des informations fournies sur l'ensemble des projets et demande au Secrétariat général de veiller à une bonne articulation entre ces divers projets ;
- b) Demande au Secrétariat de présenter, lors d'une prochaine réunion des instances, une note de suivi – évaluation de la mise en œuvre des partenariats dans le domaine du climat et de l'environnement ;
- c) Demande au Secrétariat général d'accélérer la mise en œuvre des activités du projet HYDROMET en assurant une bonne implication des Etats membres, et de veiller à la coordination avec les organisations régionales et les projets
- d) Prend note de la tenue de la rencontre organisée dans le cadre du projet RDRM-IO en vue de la mise en place d'un mécanisme régional en matière de réduction des risques de catastrophes.
- e) Exprime sa satisfaction sur l'implication des Etats membres au programme GMES et Afrique et encourage le Secrétariat général dans sa démarche de collaboration avec l'Union africaine et les institutions régionales impliquées.